

Mobilisation dans toute l'Europe pour demander aux institutions publiques de #BoycottCAF

Des militants à Paris remettent sur place une lettre au bureau de CAF.

Par BDS movement, le 1^{er} avril 2021

Pour commémorer la Journée de la terre palestinienne et dénoncer l'implication de la société espagnole CAF dans l'apartheid israélien, de nombreux événements ont eu lieu dans toute l'Europe.

La Fédération Générale des syndicats indépendants de Palestine et la nouvelle Fédération palestinienne des syndicats ont écrit une lettre aux institutions publiques en Europe qui se lit comme suit :

« Les institutions publiques européennes, principaux clients de la société espagnole CAF, peuvent et doivent exclure CAF des appels d'offres et des contrats en raison de ses implications dans les violations flagrantes des droits humains par le biais de ses affaires avec le projet JLR illégal d'Israël, (tramway de Jérusalem) ».

Des groupes à travers toute l'Europe ont remis cette lettre à leurs élus leur demandant de ne pas attribuer de marchés publics à la société CAF, à l'entreprise française Alstom, qui figurent dans la base de données des Nations unies sur les entreprises se rendant complices des colonies de peuplement illégales israéliennes, ou à toute autre entreprise qui tire profit des violations des droits des Palestiniens.

Dans l'État espagnol, le Comité Solidaridad avec la cause arabe a remis la lettre au président de la RENFE, la société ferroviaire nationale d'Espagne. Près de 600 personnes ont adressé un courriel au ministre espagnol des Transports et à la RENFE.

Tôt dans la matinée, à Saragosse, où CAF possède l'usine qui doit fabriquer la plupart des composants du tramway de Jérusalem, plus de 20 organisations de défense des droits de l'homme et syndicats ont remis une lettre au président de CAF et à tous ses actionnaires.

En France, des groupes se sont mobilisés à Paris et à Saint-Étienne. À Paris, un groupe a remis la lettre au bureau de CAF, où les salariés ont confirmé qu'ils étaient bien informés de la campagne de boycott et de ses exigences.

À Saint-Étienne, des personnes ont organisé une manifestation symbolique près du tramway construit par CAF. Auparavant, des groupes à Lyon avaient distribué des tracts pour informer sur la complicité de CAF dans l'annexion illégale, par Israël, de la Jérusalem-Est palestinienne.

Dans la capitale de la Norvège, à Oslo, des membres du Palestinakomiteen ont remis la lettre en mains propres aux édifices gouvernementaux et écrit une lettre ouverte au ministre des Transports, leur demandant de respecter les droits humains internationaux et que la Norvège se serve activement de sa position au Conseil de sécurité des Nations unies pour empêcher que l'État israélien n'accapare plus de terres. Près de 6000 personnes ont adressé des lettres à la compagnie ferroviaire norvégienne, Norske Tog, et au ministère norvégien des Transports, pour demander que la CAF soit exclue des appels d'offres publics.

Au Royaume-Uni, des centaines de personnes se sont joints à un twitterstorm demandant au HS2 (projet de ligne de train à *grande* vitesse) et au département des Transports d'écouter les

organisations de défense des droits de l'homme et les experts juridiques sur l'obligation d'exclure CAF du HS2 jusqu'à ce qu'elle mette fin à son rôle dans le tramway israélien illégal de Jérusalem.

De même, plus de 700 personnes ont pris contact avec les autorités néerlandaises. Depuis 2018, CAF a obtenu au moins trois contrats importants aux Pays-Bas, ce qui a incité les militants à faire pression sur les autorités néerlandaises afin qu'elles ne les renouvellent pas, et qu'elles excluent CAF des prochains appels d'offres.

Au Pays basque, ont eu lieu d'importantes mobilisations sur la Journée de la terre palestinienne, soutenues par les principaux syndicats, afin de protester contre la complicité de CAF et des institutions basques avec l'apartheid israélien. Ces mobilisations ont eu lieu à Pampelune, Saint-Sébastien, Bilbao et Vitoria-Gasteiz.

L'entreprise française Veolia a perdu des milliards d'euros de contrats pour sa participation au tramway de Jérusalem suite aux campagnes de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) lancées contre elle. Ces pertes importantes ont finalement contraint l'entreprise à se défaire totalement de ses affaires israéliennes illégales.

Source : BDS Movement

Traduction BP pour BDS France